

**FONCIÈRE
EURIS**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 21 MAI 2015**

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 21 MAI 2015

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

- ❖ Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société et du groupe et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
- ❖ Rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leurs missions,
 - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
 - Affectation du résultat de la société,
 - Virement du poste « réserves réglementées, réserves pour actions propres » au poste « autres réserves »,
 - Conventions visées par l'article L.225-38 du code de commerce et rapport spécial des commissaires aux comptes,
 - Renouvellement du mandat d'administrateurs,
 - Renouvellement du mandat des censeurs,
 - Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes titulaire,
 - Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes suppléant,
 - Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due et attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Michel Savart, Président-Directeur Général,
 - Autorisation d'achat par la société de ses propres actions,
 - Pouvoirs pour formalités.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1/3

- ❖ Rapport du conseil d'administration,
 - ❖ Rapports spéciaux des commissaires aux comptes,
-
- Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la Société ou d'actions existantes de toute autre société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec maintien du droit préférentiel de souscription,
 - Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la Société ou d'actions existantes de toute autre société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au Public,
 - Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la Société ou d'actions existantes de toute autre société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie de placement privé visé à l'article L 411-2, II du Code monétaire et financier,
 - Autorisation conférée au Conseil d'administration en cas d'émissions, sans droit préférentiel de souscription, par offres au public ou par placements privés, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale,

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

2/3

- Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant initial des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription, en cas de demandes de souscriptions excédentaires,
- Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise,
- Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'offre publique mise en œuvre par la société Foncière Euris sur les titres d'une autre société cotée avec suppression du droit préférentiel de souscription,
- Délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration, dans la limite de 10% du capital de la Société, à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Limitation globale des autorisations financières conférées au Conseil d'administration,
- Autorisation de consentir des options d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel de la Société ainsi que du personnel et des mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées,
- Autorisation de consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des membres du personnel de la Société ainsi que du personnel et des mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées,

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

3/3

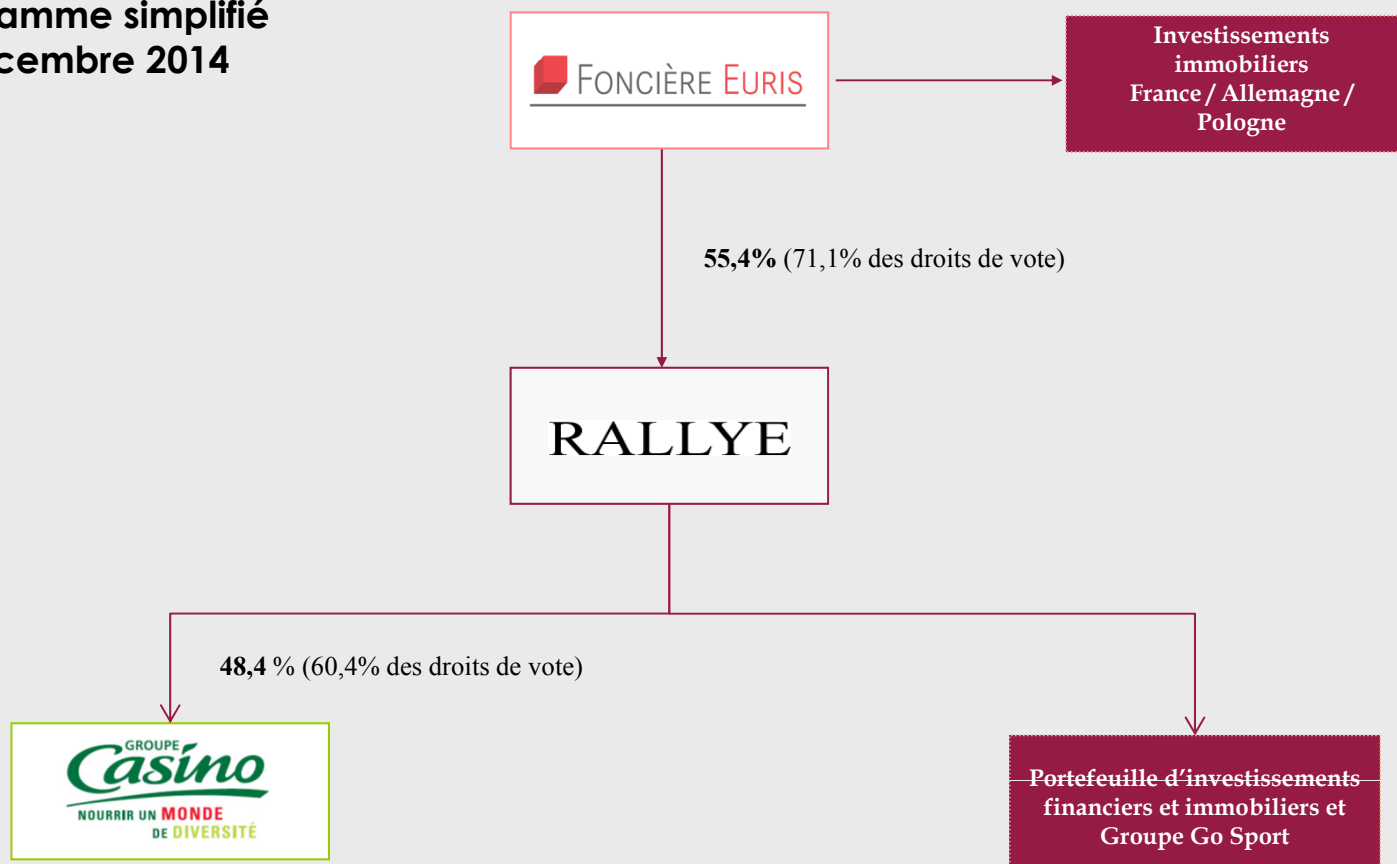
- Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer des actions gratuites de la Société au bénéfice des membres du personnel de la Société ainsi que du personnel et des mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées,
- Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital ou de céder des actions autodétenues au profit des salariés,
- Autorisation de réduire le capital social par annulation d'actions détenues en propre,
- Mise à jour de l'article 27 des statuts « Conventions réglementées » liée à la réforme du régime des conventions réglementées,
- Mise à jour de l'article 41 des statuts relatif à l'admission aux assemblées,
- Renonciation à l'attribution légale d'un droit de vote double issue des nouvelles dispositions de l'article L.225-123 du code de commerce et modification corrélative de l'article 44 des statuts relatif au droit de vote,
- Pouvoirs pour formalités.

Sommaire

- Organigramme simplifié
- Activité immobilière de Foncière Euris
- Activité des filiales
- Résultats Foncière Euris 2014
- Gouvernement d'entreprise
- Rapport des Commissaires aux comptes
- Résumé des Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire

Organigramme simplifié

Organigramme simplifié
au 31 décembre 2014



ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE DE FONCIÈRE EURIS

Patrimoine Immobilier de Foncière Euris

- 3 centres commerciaux en exploitation au 31 décembre 2014 :
 - « Riviera » à Gdynia (Pologne)
 - « LOOP 5 » à Weiterstadt (Allemagne)
 - « l'Heure Tranquille » à Tours (France)
- 1 centre commercial en construction :
 - « Posnania » à Poznan (Pologne)
- 2 centres commerciaux en projet :
 - « Serenada » à Cracovie (Pologne)
 - « Fenouillet » à Toulouse (France)
- **Au 31 décembre 2014, la valeur de ces investissements s'élevait à 165 M€, dont 29 M€ de plus-values latentes**

Centres en exploitation (1/2)



■ LOOP 5 à Weiterstadt (Allemagne)

Foncière Euris 16%, Rallye 24%, Paris Orléans 10%, Sonae Sierra 50%

- Le centre de 56 260 m² s'intègre dans le parc d'activités de Weiterstadt situé au sud de l'agglomération de Francfort
- Le centre accueille de grandes enseignes : Saturn, Peek & Cloppenburg, Thalia, C&A, Intersport et prochainement Primark ainsi qu'une vingtaine de restaurants, bars et cafés



■ L'Heure Tranquille à Tours (France)

Foncière Euris 50%, Apsys 50%

- Le centre est situé dans le nouveau quartier des "Deux Lions", desservi depuis le 31 août 2013 par un tramway reliant le centre-ville de Tours en 10 minutes et comprenant une université, un parc d'entreprises, des logements, un cinéma et un bowling
- Le centre offre sur 21 000 m², des moyennes surfaces spécialisées (H&M, Zara, Sephora, La Grande Récré...), des boutiques, un pôle de restauration ainsi qu'un « Monoprix »

Centres en exploitation (2/2)

■ Riviera à Gdynia (Pologne)

Foncière Euris 75%, Rallye 25%, suite à la reprise de la participation de 10% de Casino en octobre 2014



- Gdynia est une ville localisée au bord de la Baltique, à côté de Gdansk
- L'opération, proche du centre-ville est constituée à l'origine d'un hypermarché de 17 000 m² et d'une galerie marchande de 4 500 m² complétés d'une extension de 48 000 m² de commerces et de loisirs, dont l'inauguration a eu lieu le 21 mai 2014
- Le centre commercial, qui figure parmi l'un des plus grands de Pologne, accueille un hypermarché Auchan, de nombreuses enseignes de renommée internationale telles que Saturn, Van Graaf, H&M ou encore Intersport, un cinéma de 1200 places et une grande variété de restaurants, bars et cafés formant un pôle restauration design et diversifié

Centres en construction



■ Posnania à Poznan (Pologne)

Foncière Euris 16%, Rallye 11%, Apsys 73%

- Poznan est une ville localisée à l'ouest de la Pologne, réputée pour son dynamisme économique
- Le projet porte sur la construction et le développement d'un centre commercial d'environ 99 700 m², à proximité du centre ville
- Les travaux ont démarré le 27 juin 2014. Le centre commercial, qui figurera parmi l'un des plus grands de Pologne, accueillera un hypermarché Carrefour, de nombreuses enseignes de renommée internationale telles que H&M, Mark & Spencer, les marques du groupe Inditex ou encore Intersport et une grande variété de restaurants, bars et cafés

Centres en projet

▪ Serenada à Cracovie (Pologne)

Foncière Euris 80%, Mayland 20%

- Le projet lancé fin 2014 porte sur la construction et le développement d'un centre commercial d'environ 43 000 m², potentiellement étendu à 70 000 m² dans un second temps et situé au nord de l'agglomération de Cracovie en Pologne
- Le projet accueillera de nombreuses enseignes de renommée internationale telles que les marques du groupe Inditex, H&M, Mango et une grande variété de restaurants et cafés, ainsi qu'un cinéma Multikino, intégré au projet dans un second temps avec l'extension

▪ Fenouillet à Toulouse (France)

Foncière Euris 90%, Mercialys 10%

- Le projet lancé fin 2014 porte sur la construction et le développement d'une galerie marchande de 23 300 m², situé dans la zone nord de Toulouse, sur la commune de Fenouillet, où sont déjà implantés un hypermarché Géant de 17 000 m² et sa galerie commerciale de 6 900 m²
- Le projet s'inscrira dans un ensemble commercial d'environ 80 000 m² au total comprenant également un Retail Park en construction de 23 600 m², propriété de Mercialys. La galerie accueillera des moyennes surfaces spécialisées telles que H&M, Sephora, Promod, ainsi que des boutiques et plusieurs restaurants et cafés

Evolution du portefeuille en 2014

CESSIONS 2014 :

- **Cession du centre commercial de Beaugrenelle à Paris (XVème arrondissement)**
 - La vente définitive du centre commercial Beaugrenelle est intervenue le 29 avril 2014 pour un montant de 700 M€ acte en mains, permettant à Foncière Euris et Rallye de céder leurs participations résiduelles respectives de 5% dans le centre commercial
 - Encaissement pour Foncière Euris de 14 M€ et impact de 20 M€ sur le résultat consolidé en 2014
 - Encaissement additionnel (complément de prix et cession du bail à construire de Mercure II) de 640K€ le 31 mars 2015

- **Cession du terrain adjacent au centre commercial ALEXA à Berlin**
 - Cession réalisée le 27 juin 2014 ayant permis un encaissement de 4M€ pour Foncière Euris

INVESTISSEMENTS 2014 :

- **Serenada à Cracovie**
 - Foncière Euris a investi 14 M€ dans le projet Serenada aux côtés de Mayland, la filiale immobilière de Casino en Pologne

- **Fenouillet à Toulouse**
 - Foncière Euris a investi 23 M€ dans ce projet, aux côtés de Mercialys

ACTIVITÉ DES FILIALES

Chiffres clés

- **Progression du chiffre d'affaires en organique de +4,7%, à 48,5 Mds€**
 - **En France :**
 - fin du cycle de repositionnement tarifaire des enseignes discount (Géant et Leader Price)
 - développement satisfaisant des enseignes qualitatives et de proximité
 - **À l'international :**
 - croissance organique soutenue des activités de distribution (+6,8%) sous l'effet d'une forte dynamique d'expansion
 - **E-commerce :** Forte croissance du volume d'affaires de Cnova de +27%
- **Progression du ROC en organique de +5,6%**
- **Résultat net normalisé Part du Groupe de 556M€ en recul** sous l'effet du change et des baisses de prix en France
- **Dette financière nette au 31 décembre 2014 à 5 822M€, soit 1,8x l'EBITDA**

	2014	Variation organique* vs. 2013
Chiffre d'affaires	48 493 M€	+ 4,7%
EBITDA	3 191 M€	+ 4,1%
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>6,6%</i>	<i>stable</i>
ROC	2 231 M€	+ 5,6%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	<i>4,6%</i>	<i>+7 pdb</i>
Résultat net normalisé, part du Groupe	556 M€	- 3,9% à taux de change constants

* A périmètre comparable, taux de change constant et hors effets essence et calendaire

Activité France Retail

- **Activité France Retail** – regroupant *Casino France, Monoprix et Franprix-Leader Price*
 - CA HT de 18,8Mds€, 39% du CA Groupe, -2,1% en organique
- Fin du cycle de repositionnement tarifaire des enseignes discount et développement satisfaisant des enseignes qualitatives et de proximité
 - **Géant :**
 - Performance positive des ventes alimentaires au T4 2014 et au T1 2015
 - augmentation des volumes à magasins comparables grâce à la forte baisse des prix (Géant est désormais co-leader en prix sur le segment des hypermarchés et affiche un trafic positif)
 - **Leader Price :**
 - réaffirmation du modèle discount (enseigne désormais la moins chère du marché)
 - volumes en hausse de +5,7% en organique au T1 2015
 - lancement d'un nouveau format discount de proximité : Leader Price Express combinant proximité et discount
 - **Monoprix :**
 - poursuite de l'expansion sous différents formats (Monoprix, Monop', Naturalia ...)
 - maintien d'une marge élevée et bonne performance des ventes alimentaires (+1,3% au T1 2015)
 - **Magasins de proximité :**
 - Bonne performance opérationnelle de Franprix
 - redressement progressif des ventes et amplification de la tendance au T1 2015
 - succès des rénovations et reprise de l'expansion en franchise de Vival et Spar
- Mise en place d'un accord de partenariat dans le domaine des achats (Intermarché)
- Poursuite de la stratégie centrée sur les 4 priorités du Groupe : enseignes discount (hypermarché et Leader Price), enseignes qualitatives, proximité et E-commerce
- Rentabilité en repli (396M€ de ROC ; -28,1% en organique) sous l'effet des baisses de prix importantes réalisées notamment chez Leader Price

Activité à l'International

- **Activité à l'International** – regroupant *Latam Retail, Latam Electronics et Asie*
 - CA HT de 26,2Mds€, 54% du CA Groupe, +6,8% en organique
 - **Latam Retail** : CA en croissance organique **+8,8% à 15,4 Mds€**
 - **Latam Electronics** : CA en croissance organique **+4,0% à 7,2 Mds€**
 - **Asie** : CA en croissance organique **+4,2% à 3,5 Mds€**

- Portefeuille d'actifs équilibré autour de 3 pays : Brésil, Thaïlande, Colombie

- Très bonnes performances malgré les effets de change défavorables, principalement liés à la dépréciation du real (*impact désormais neutre en 2015 suite au mouvement inverse du real et de l'euro*)
 - **Colombie, Thaïlande et Vietnam** :
 - amélioration de l'environnement macroéconomique
 - performances opérationnelles et financières très satisfaisantes
 - **Brésil** :
 - ralentissement économique
 - mais rentabilité en forte hausse grâce aux efforts de gestion

- **Forte progression de la rentabilité** grâce aux plans d'efficacité opérationnelle

- **Poursuite de la forte dynamique d'expansion** dans toutes les zones : 752 ouvertures nettes de magasins à l'international (contre 642 en 2013)



C-Nova : Poursuite du développement à un rythme très soutenu

Forte croissance en 2014 et poursuite au T1 2015:

- **GMV* de 4,5Mds€ en croissance de +26,6% en 2014 (+28,2% au T1 2015)**
- **14,8 millions de clients actifs** dans le monde au T1 2015 (+27,6%)
- **Croissance adossée aux réseaux de magasins** du groupe Casino dans le monde
 - 19 100 points de retrait au total en France à fin mars 2015
 - Déjà 100 points de retrait au Brésil à fin 2014 et 210 à fin mars 2015 à travers le Click & Collect des magasins Extra
- **Un modèle d'activité à faibles coûts et prix bas combinant croissance rentable et génération de trésorerie nette significative à 203M€ (x3,6)**
- **Cnova est désormais le 6^{ème} acteur mondial coté opérant 22 sites dans 11 pays**
- **Cotation sur le NASDAQ Global depuis le 24/11/2014** et cotation secondaire sur Euronext Paris depuis le 23 janvier 2015

* GMV : volume d'affaires

Chiffre d'affaires du T1 2015 en croissance de +5,3% à 11,9 Mds€

En M€	T1 2015	Croissance totale	Croissance Organique *
Total activités poursuivies	11 911	+ 5,3%	+ 2,7%
France Retail	4 426	- 2,1%	- 1,3%
International Retail	6 579	+ 9,2%	+ 3,7%
E-commerce	906	+ 17,7%	+ 17,3%

France Retail :

- amélioration séquentielle des ventes à magasins comparables de toutes les enseignes par rapport au trimestre précédent
- progression des volumes tant en comparable (+ 0,3%) qu'en organique (+ 0,6%)

Latam Retail :

- forte hausse du CA grâce à une accélération de la croissance organique et à l'intégration de Super Inter en Colombie

Latam Electronics :

- ventes globalement stables hors impact des fermetures de magasins demandées par l'Autorité de la Concurrence

Asie :

- croissance organique en amélioration sensible par rapport au T4 2014 et croissance à magasins comparables positive

Cnova :

- forte croissance du chiffre d'affaires net avec un accroissement de la fidélité clients
- progression très élevée des marketplaces sur les deux zones géographiques

* Hors essence et calendrier

Bilan et perspectives

- **A fin 2014, le groupe Casino présente un profil diversifié sur des pays et des formats porteurs**
 - Le CA de Casino a progressé de 67% sur les 5 dernières années pour dépasser 48Mds€ et se situer au rang de 11^{ème} distributeur mondial
 - Cette forte croissance s'est appuyée sur le développement prioritaire des pays et des formats porteurs
 - Casino dispose d'un mix de formats et d'implantations permettant une diversification géographique, avec des positions de leader en Amérique latine et en Asie du Sud-Est
 - Cette stratégie, qui donne la priorité aux formats de discount, qualitatifs, de proximité et de e-commerce, est bien adaptée aux tendances actuelles de consommation

- **En 2015, le groupe Casino se fixe pour objectifs :**
 - **En France (hors e-commerce) :**
 - ✓ une progression du chiffre d'affaires annuel en organique
 - ✓ un ROC annuel supérieur à celui de l'exercice précédent
 - **A l'international (hors e-commerce) :**
 - ✓ une croissance organique soutenue de l'activité
 - ✓ une croissance du ROC supérieure à celle du CA
 - **Au total, une progression organique du ROC**
 - **Une amélioration de son ratio DFN/EBITDA de l'ordre de 0,2x**

Les actifs de Rallye au 31 décembre 2014

- Rallye détient 48,4% des actions et 60,4% des droits de vote de **CASINO**
- Rallye détient un **portefeuille d'investissements diversifiés de 143 M€** dont la valeur s'est appréciée de 5 M€ en 2014:
 - Un montant net de 74 M€ a été encaissé sur ce portefeuille en 2014
 - Le portefeuille est composé au 31 décembre 2014 :
 - ✓ de programmes immobiliers pour 27 M€, en coût historique
 - ✓ et de Private Equity pour 116 M€, en valeur de marché
- Rallye détient 100% du capital de **GROUPE GO SPORT** - *retrait de la cote à l'issue d'une OPAS et d'un retrait obligatoire initié par Rallye au prix de 9,10 euros par action*
 - **Retour à la croissance du CA de Groupe Go Sport (+2,9% en comparable en 2014) avec une accélération séquentielle au fil de l'année**
 - **Relance de la dynamique commerciale de GO Sport France** (CA de +5,6% vs. +2,0% au T3)
 - **Excellente progression du CA de Courir** (+10,8% sur l'année en comparable), confirmant le succès de l'enseigne, avec des ventes en croissance pour la 5ème année consécutive
 - **Développement du cross-canal :**
 - GO Sport : accélération du développement de l'affiliation et du site e-commerce et lancement de la marketplace
 - Courir : lancement réussi de l'affiliation en France et du site e-commerce
 - à l'international : poursuite du développement en franchise
 - signature d'un protocole d'accord avec Twinner, qui a permis l'intégration de plus d'une centaine de magasins affiliés
 - **EBITDA et ROC du Groupe en légère hausse en 2014**

Une situation de liquidité solide

- **La DFN de Rallye s'établit à 2 798M€ au 31 décembre 2014** (vs 2 697M€ au 31 décembre 2013), dont 375M€ d'obligations échangeables à tout moment en actions Casino (à partir d'un cours de l'action de 108,35€). La DFN retraitée de cet échange s'élève à 2 458M€
- **2 243M€ de dette obligataire de maturité moyenne 3,8 ans au 31/12/2014** (vs. 3,1 ans au 31/12/2013) suite aux opérations réalisées sur l'année (la maturité moyenne est passée à 4,5 ans après remboursement de l'obligation d'échéance 20/01/2015)
- **470M€ de prêts bancaires et placements privés dont la maturité a été allongée à 3,7 ans à fin 2014** (vs. 2,4 ans à fin 2013)
- **1 885M€ de lignes de crédit confirmées non utilisées à maturité moyenne de 5,0 ans**
- Renouvellement sur 2014 de plus d'1Md€ de financements au coût moyen de 6,2% par des ressources en moyenne 2 fois moins onéreuses et ayant permis un gain moyen de maturité de plus de 3 ans. Suite aux refinancements opérés en 2014, les frais financiers de Rallye devraient s'améliorer d'au moins 40M€ en 2015
- **Ratio de couverture de la DFN par les actifs de 1,65x au 18 mai 2015** (ANR par action de 37,1€)

RÉSULTATS FONCIERE EURIS 2014

Compte de résultat consolidé

Bonnes performances opérationnelles : hausse du CA et du ROC en organique

en M€

	2013 ¹	2014	Var. 2014/2013	
Chiffre d'affaires HT	48 526	49 168	+ 642	Progression de l'activité en 2014 sous l'effet de la croissance de Casino (4,7% en organique). Il n'y a pas eu d'élément exceptionnel lié à des variations de périmètre tels qu'en 2013 avec l'intégration de GPA et de Monoprix.
Résultat opérationnel courant (ROC)	2 321	2 232	(89)	Baisse du ROC publié sous l'effet de la baisse des prix des entités de Casino en France (en hausse de 5,6% en organique). La rentabilité à l'international augmente et contribue pour 82% au ROC du groupe Casino.
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 286	713	(573)	Comprenait en 2013 le produit de réévaluation de 548 M€ généré par la perte de contrôle de Mercialis.
<i>Dont part du groupe</i>	91	2	(89)	Baisse de la contribution de Casino en l'absence de résultat non récurrent. En revanche, hausse de la contribution de Rallye avec la baisse des frais financiers (+21 M€) et de Foncière Euris avec la cession de Beaugrenelle (+20 M€).

¹ Les comptes 2013 ont été retraités conformément à l'application de la norme IFRS 11, à l'interprétation IFRIC 21 et la détermination de la juste valeur de Monoprix.

Comptes individuels – Résultats 2014

<i>en M€</i>	Exercice 2013	Exercice 2014	Variation
Dividendes Rallye*	28,1	49,4	21,3
Opérations sur titres de filiales immobilières **	1,7	24,9	23,2
Charges financières d'emprunt	(13,1)	(11,8)	1,3
Résultat sur instruments dérivés et cessions Rallye ***	9,5	5,0	(4,5)
Charges nettes d'exploitation	(2,0)	(1,8)	0,2
Impôts	(0,6)	(2,4)	(1,8)
Autres	0,1	0,2	0,1
Résultat net	23,7	63,5	39,8

* Dividende unitaire inchangé mais suppression de l'acompte en 2013.

** Correspond à des distributions effectuées sous forme de réduction de capital ou de boni de fusion de filiales portant des projets immobiliers.

*** Instruments dérivés sur actions Casino, Rallye, Mercialis.

Dividende proposé

		Exercice 2013	Exercice 2014
Résultat net	en M€	23,7	63,5
	en €/action	2,38	6,37
Dividende	en €/action	2,15	2,15

Le dividende de l'exercice 2014 sera détaché le 29 mai 2015 et versé le 02 juin 2015.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'issue de l'assemblée générale, sous réserve des renouvellements proposés, le conseil d'administration sera composé de :

- **5 administrateurs :**
 - Monsieur Michel SAVART,
 - Messieurs **Jean-Louis BRUNET** et **Christian PEENE**, administrateurs indépendants,
 - Les sociétés Euris et Finatis, représentées respectivement par Madame Odile MURACCIOLE et Monsieur Didier LEVEQUE
- 2 censeurs
 - Messieurs Pierre FERAUD et Bernard FRAIGNEAU

Le Conseil comprend ainsi
1/3 de membres indépendants
(seuil préconisé par le code
AFEP/MEDF) et 1 femme (20%
conforme à la loi)

Le conseil d'administration est assisté :

- **Le Comité d'Audit :**
 - **Monsieur Christian PEENE, Président**
 - **Monsieur Jean-Louis BRUNET**
 - Monsieur Didier LEVEQUE2 membres indépendants
- **Le Comité des Nominations et des Rémunérations :**
 - **Monsieur Jean-Louis BRUNET, Président**
 - Monsieur Didier LEVEQUE1 membre indépendant

2 comités spécialisés présidés
par des membres indépendants

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - L'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES SPÉCIALISÉS

■ Une gouvernance assurée par les travaux réalisés par le Conseil et par ses Comités

Le Conseil
d'Administration
5 réunions en 2014
100% de taux de
participation

Le Conseil, outre les décisions relevant de sa compétence ordinaire, a **examiné** l'application de la gouvernance en son sein.

Il a été **informé** de l'activité de la société et de l'ensemble des filiales du groupe et notamment de la réalisation de deux nouveaux investissements immobiliers « Serenada » en Pologne et « Fenouillet » en France .

Le Comité des
Nominations
des Rémunérations
3 réunions en 2014
100 % de taux de
participation

Le Comité a en particulier :

- **formulé ses avis** sur l'application des principes de gouvernance d'entreprise, sur le renouvellement des mandats du Président-Directeur Général, des administrateurs et censeurs ainsi que sur le maintien des limitations aux pouvoirs de la Direction générale et des autorisations annuelles spécifiques ;
- **été saisi** des modalités de rémunérations du Président et de répartition des jetons de présence;
- **examiné** les nouvelles recommandations du code AFEP/MEDEF relatives au vote consultatif des actionnaires sur les éléments de rémunérations dus ou attribués au Président-Directeur général.

Le Comité d'Audit
2 réunions en 2014
100 % de taux de
participation

Le Comité a examiné les comptes annuels et semestriels, les rapports y afférents ainsi que les engagements hors bilan, les risques et les options comptables retenues en matière de provisions.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - JETONS DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS

- **Jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs au titre de 2014 et versés en 2015 :**
 - Montant individuel de base de 10 000 euros
 - Les jetons de présence sont répartis entre les administrateurs et le censeur en fonction des présences effectives de chacun aux réunions
- **Jetons de présence complémentaires des membres des comités spécialisés :**
 - Jetons de présence complémentaires pour les membres du comité d'audit et du comité des nominations et des rémunérations de 5 000 euros majorés de 5 000 euros pour le Président du comité
- **Le montant global des jetons de présence versés au titre de 2014 s'est ainsi élevé à 105 000 euros identique à l'exercice 2013**

DIRECTION GÉNÉRALE

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

■ Le Président-Directeur Général

- Les fonctions de Président et de Directeur Général sont assurées depuis 2010 par Monsieur Michel SAVART
- Dans un souci de bonne gouvernance, toute opération susceptible d'affecter la stratégie du groupe est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration
- En application des règles de bonne gouvernance d'entreprise et des usages au sein du groupe, il a été institué une limitation des pouvoirs de la Direction Générale, à l'effet de soumettre à l'autorisation préalable du conseil d'administration les opérations de gestion soit en considération de leur caractère stratégique ou significatif soit en raison de leur montant

DIRECTION GÉNÉRALE - RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL - AVIS CONSULTATIF DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conformément aux recommandations du code AFEP/MEDEF, les éléments de la rémunération due ou attribuée par la société et les sociétés contrôlées soumis au vote consultatif des actionnaires sont les suivants :

Éléments de la rémunération	Montant dû ou attribué au titre de 2014	
	Par la société Foncière Euris	Par les sociétés contrôlées
Rémunération fixe	30 000 €	507 500 €
Rémunération variable	Sans objet	320 000 €
Régime de retraite supplémentaire		Régime à cotisations définies en vigueur au sein du Groupe
Jetons de présence	10 000 €	16 500 €
Autres éléments de rémunérations visés par le code AFEP/MEDEF ⁽¹⁾	Sans objet	

(1) Rémunération variable annuelle différée, rémunération variable pluriannuelle, rémunération exceptionnelle, avantages en nature, indemnités en cas de cessation de fonctions, indemnités relatives à une clause de non-concurrence

RESUME DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 21 MAI 2015

DELEGATIONS DE COMPETENCE POUR UNE DUREE DE 26 MOIS A L'EFFET :

- D'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la société ou d'actions existantes de toute société dans laquelle elle détient directement ou indirectement une participation :

- . avec maintien du droit préférentiel de souscription (*montant maximum de 50 M€*)
- . avec suppression du droit préférentiel de souscription :
 - par offre au public, avec ou sans droit de priorité (*montant maximum de 15 M€*)
 - par offre à des investisseurs qualifiés ou restreints tels que visés à l'article L411-2, II du code monétaire et financier (*dans la limite de 10% du capital par an*)

Le montant nominal total des titres de créances pouvant être émis ne pourra excéder 200 M€ avec DPS et 60 M€ sans DPS

- D'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (*dans la limite de 10% du capital*)
- D'émettre des actions ou des valeurs mobilières en cas d'offre publique d'échange initiée par la société sur les titres d'une autre société (*montant maximum de 15 M€*)
- De fixer le prix des émissions réalisées sans droit préférentiel de souscription sur la base du cours moyen pondéré des 10 séances de bourse précédant sa fixation avec une décote maximum de 5%

AUTORISATIONS POUR UNE DUREE DE 26 MOIS A L'EFFET :

- D'augmenter le montant de l'émission initiale des émissions réalisées avec ou sans droit préférentiel de souscription en cas de demandes de souscriptions excédentaires (*dans la limite de 15% du montant initial et des plafonds définis par les résolutions de la présente assemblée*)
- D'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise (*montant maximum de 50 M€*)

Limitation globale des autorisations financières :

- . 50 M€ pour les augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription et 15 M€ pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription (*montant nominal*)
- . 200 M€ avec DPS et 60 M€ sans DPS pour les titres de créances (*montant nominal*)

- De consentir des options achat ou de souscription d'actions (*dans la limite de 1% du capital*), d'attribuer des actions gratuites (*dans la limite de 1% du capital*), d'augmenter le capital ou de céder des actions autodétenues (*dans la limite de 1% du capital*), au profit des collaborateurs de la société et des sociétés liées
- De réduire le capital social par annulation des actions acquises dans le cadre d'un programme d'achat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire, et ce, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

MISES A JOUR ET MODIFICATIONS DES STATUTS

- Mise à jour de l'article 27 des statuts liée aux nouvelles dispositions relatives aux conventions réglementées
- Mise à jour de l'article 41 des statuts relatif à l'admission aux assemblées (modification du délai d'inscription en compte des titres des actionnaires avant les assemblées)
- Renonciation à l'attribution légale d'un droit de vote double issue des nouvelles dispositions de l'article L.225-123 du code de commerce et modification corrélative de l'article 44 des statuts relatif au droit de vote

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Ernst & Young et Autres
- Cailliau Dedouit et Associés

Rapports des Commissaires aux comptes à l'Assemblée Générale Ordinaire (AGO)

- Sur les comptes
 - annuels
 - consolidés
- Sur les conventions et engagements réglementés
- Sur le rapport du Président du Conseil d'Administration sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne

Rapport sur les comptes annuels

Rapport annuel

- Comptes annuels

(Page 168 du rapport annuel 2014)

Opinion sur les comptes

- Opinion sans réserve, ni observation sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes établis conformément aux règles et principes comptables français

Justification des appréciations

- Modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des immobilisations financières et des valeurs mobilières de placement

Vérifications et informations spécifiques

- Pas d'observation sur les informations données dans le rapport de gestion
- Vérification de la concordance des informations fournies sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux

Rapport sur les comptes consolidés

Rapport annuel

➤ Comptes consolidés

(Page 150 du rapport annuel 2014)

Opinion sur les comptes

➤ Opinion sans réserve avec une observation sur le changement de méthode comptable résultant de l'application de la norme IFRS 11 relative aux partenariats et à l'interprétation IFRIC21 relative à la comptabilisation des taxes

Justification des appréciations

➤ Valeur des goodwill et autres actifs non courants

Vérification spécifique

➤ Pas d'observation sur les informations données dans le rapport de gestion du Groupe

Autres rapports présentés à l'AGO

1 - Sur les conventions et engagements réglementés

(Pages 170 à 173 du rapport annuel 2014)

Convention soumise à l'approbation de l'assemblée générale

- L'avenant n°2 à la convention de conseil stratégique et d'assistance technique conclu avec la société Euris : modification du montant de la prestation à compter de 2015

Conventions antérieures déjà approuvées

Dont l'exécution s'est poursuivie

- Avec Euris
 - Convention de conseil en matière stratégique et de développement et d'assistance
- Avec le Président Directeur-Général
 - Affiliation au régime de prévoyance et de retraite supplémentaire
- Avec Marigny Foncière et Matignon Abbeville
 - Mise en place d'un dispositif de co-investissement

Sans exécution au cours de l'exercice 2014

- Dans le cadre de la cession du centre commercial Alexa :
 - Garanties sur les titres de propriété, d'actif et de passif, sur la cessibilité des titres vendus, sur les litiges liés à la construction du centre commerciales, garanties fiscales
 - Garantie sur la baisse du chiffre d'affaires, sur les coûts liés à la gestion des différents litiges ainsi que l'engagement de construction de la tour de bureau
- Dans le cadre de la cession du centre commercial Carré de Soie :
 - Garanties usuelles d'actif et de passif
- Dans le cadre de la cession du centre commercial Manufaktura :
 - Garantie du paiement des taxes sociales et garantie des revenus précaires

Sans exécution et ayant pris fin au cours de l'exercice 2014

- Avec Centrum Wzgorze : garanties sur les dépassements de coûts (maxi 15 M€) et engagements au titre du prêt principal et de son refinancement
- Avec Centrum Lacina : garantie autonome à première demande d'un montant de 17 M€
- Avec Union Investment - cession centre commercial Manufaktura : garantie d'actif et de passif dans la limite de 29 M€ et garantie du paiement des taxes fiscales

Autres rapports présentés à l'AGO

2 - Sur le rapport du Président du conseil d'administration sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne

(Page 56 du rapport annuel 2014)

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

- Absence d'observation

Autres Informations

- Absence d'observation

Rapport spéciaux des Commissaires aux comptes à l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE)

(Page 181 à 186 du rapport annuel 2014)

→ Sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit de préférentiel de souscription *(Résolutions n°18,19,20,21,22,24 et 25)*

Sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions
(Résolutions n°27 et 28)

Sur l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux *(Résolution n°29)*

Sur l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise *(Résolution n°30)*

Sur la réduction du capital *(Résolutions n°31)*

Rapport spécial

Sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Résolutions n°18,19,20,21,22,24 et 25 (pages 181 et 182 du rapport annuel 2014)

Objet du rapport

- Délégation de compétences, pour une durée de 26 mois et selon un plafond défini, afin de réaliser ce type d'opérations
- Avis sur la sincérité des informations chiffrées, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations

Diligences des Commissaires aux comptes

- Vérification du contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et des modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre

Conclusion

- Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions, pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres
- Pas d'avis sur le prix et la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription le cas échéant
- Etablissement d'un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de ces délégations

Rapport spécial

Sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions

Résolutions n°27 et 28 (page 183 du rapport annuel 2014)

Objet du rapport

- Autorisations pour une durée de 26 mois
- Avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions

Diligences des Commissaires aux comptes

- Vérification que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions sont précisées dans le rapport du Conseil d'administration, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes légaux et réglementaires

Conclusion

- Pas d'observation sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions

Rapport spécial

Sur l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux

Résolutions n°29 (page 184 du rapport annuel 2014)

Objet du rapport

- Autorisation pour une durée de 26 mois
- Avis sur les informations qui vous sont données sur l'opération envisagée

Diligences des Commissaires aux comptes

- Vérification que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi

Conclusion

- Pas d'observation sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration

Rapport spécial

Sur l'augmentation du capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

Résolutions n°30 (*page 185 du rapport annuel 2014*)

Objet du rapport

- Délégation de compétence afin de réaliser une ou plusieurs augmentations de capital, pour une durée de 26 mois et dans la limite de 1% du nombre total d'actions de Foncière Euris
- Avis sur la sincérité des informations chiffrées, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission

Diligences des Commissaires aux comptes

- Vérification du contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions

Conclusion

- Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions, pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions
- Pas d'avis sur le prix et la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription
- Etablissement d'un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette délégation

Rapport spécial Sur la réduction du capital

Résolutions n°31 (page 186 du rapport annuel 2014)

Objet du rapport

- Délégation de pouvoir pour une durée de 26 mois pour annuler les actions achetées, dans la limite de 10% du capital par période de 24 mois

Diligences des Commissaires aux comptes

- Examen de la régularité des causes et conditions de la réduction du capital envisagée qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires

Conclusion

- Pas d'observation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée

RESUME DES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 21 MAI 2015

I - De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION



Approbation des comptes annuels de la société.

Approbation :

- Du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes,
- Des comptes au 31/12/2014 faisant apparaître un bénéfice de 63.492.988,21 euros,
- Des actes et des opérations de l'exercice.

DEUXIÈME RÉOLUTION



Approbation des comptes consolidés.

Approbation :

- Des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.
- Des comptes au 31/12/2014 faisant apparaître un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 713 millions d'euros.

TROISIÈME RÉOLUTION



Affectation du résultat de la société.

Approbation de l'affectation du bénéfice distribuable d'un montant de 230.961.550,92 euros à hauteur de 21.439.529,10 euros à la distribution d'un dividende et le solde, soit 209.522.021,82 euros au report à nouveau.

Chaque action recevra ainsi un dividende de 2,15 euros, dont la mise en paiement interviendra le 2 juin 2015.

QUATRIÈME RÉOLUTION



Virement du poste « réserves réglementées, réserves pour actions propres » au poste « autres réserves » de la somme de 215.031,19 euros.

CINQUIÈME RÉOLUTION



Conventions de l'article L.225-38 du code de commerce

Approbation de l'avenant n°2 à la convention de conseil stratégique et d'assistance technique conclu avec la société Euris au cours de l'exercice 2014.

SIXIÈME RÉOLUTION



Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Michel SAVART pour une durée de une (1) année.

SEPTIÈME RÉOLUTION



Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Louis BRUNET pour une durée de une (1) année.

HUITIÈME RÉOLUTION



Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Christian PEENE pour une durée de une (1) année.

NEUVIÈME RÉSOLUTION



Renouvellement du mandat d'administrateur de la société EURIS, représentée par Madame Odile MURACCIOLE pour une durée de une (1) année.

DIXIÈME RÉOLUTION



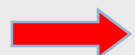
Renouvellement du mandat d'administrateur de la société FINATIS, représenté par Monsieur Didier LEVEQUE pour une durée de une (1) année.

ONZIÈME RÉOLUTION



Renouvellement du mandat de censeur de Monsieur Pierre FERAUD pour une durée de une (1) année .

DOUZIÈME RÉSOLUTION



Renouvellement du mandat de censeur de Monsieur Bernard FRAIGNEAU pour une durée de une (1) année .

TREIZIÈME RÉSOLUTION



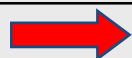
Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes titulaire du Cabinet Cailliau, Dedouit et Associés, pour une durée de six exercices.

QUATORZIÈME RÉOLUTION



Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Didier CARDON, pour une durée de six exercices.

QUINZIÈME RÉOLUTION



Avis consultatif sur les éléments de rémunérations de Monsieur Michel SAVART, Président-Directeur Général, tels que communiqués lors de la présentation du gouvernement d'entreprise.

SEIZIÈME RÉOLUTION



Autorisation d'achat et de vente par la société de ses propres actions, dans la limite de 1% du nombre d'actions composant le capital social et pour un prix maximum d'achat par action de 100 euros.

Autorisation ne pouvant être utilisée en période d'offre publique

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION



Pouvoirs pour formalités.

II - De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION



Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la société ou d'actions existantes de toute société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec maintien du droit préférentiel de souscription

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION



Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la société ou d'actions existantes de toute société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au Public

VINGTIÈME RÉOLUTION



Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes de la société ou d'actions existantes de toute autre société dans laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie de placement privé visé à l'article L .411-2 du Code monétaire et financier.

VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION



Autorisation conférée au conseil d'administration en cas d'émissions, sans droit préférentiel de souscription, par offres au public ou par placements privés, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale.

VINGT-DEUXIÈME RÉOLUTION



Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant initial des émissions réalisées, avec ou sans droit préférentiel de souscription, en cas de demandes de souscription excédentaires

VINGT-TROISIÈME RÉOLUTION



Délégation de compétence conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise

VINGT-QUATRIÈME RÉOLUTION



Délégation de compétence conférée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'offre publique mise en œuvre par la société Foncière Euris sur les titres d'une autre société cotée avec suppression du droit préférentiel de souscription

VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION



Délégation de pouvoirs conférée au conseil d'administration, dans la limite de 10% du capital de la société, à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

VINGT-SIXIÈME RÉOLUTION



Limitation globale des autorisations financières conférées au conseil d'administration

VINGT-SEPTIÈME RÉOLUTION



Autorisation de consentir des options d'achat d'actions

VINGT-HUITIÈME RÉOLUTION



Autorisation de consentir des options de souscription d'actions

VINGT-NEUVIÈME RÉOLUTION



Autorisation à l'effet d'attribuer gratuitement des actions de la société

TRENTIÈME RÉOLUTION



Autorisation d'augmenter le capital social et/ou céder des actions autodétenues au profit des salariés, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

TRENTE-ET-UNIÈME RÉOLUTION



Autorisation de réduire le capital social par annulation d'actions détenues en propre.

TRENTE-DEUXIÈME RÉOLUTION



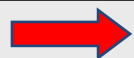
Mise à jour de l'article 27 des statuts relatif aux conventions réglementées.

TRENTE-TROISIÈME RÉOLUTION



Mise à jour de l'article 41 des statuts relatif à l'admission aux assemblées.

TRENTE-QUATRIÈME RÉOLUTION



Renonciation à l'attribution légale d'un droit de vote double issue des nouvelles dispositions de l'article L.225-123 du code de commerce et modification corrélative de l'article 44 des statuts relatif au droit de vote.

TRENTE-CINQUIÈME RÉOLUTION



Pouvoirs pour formalités.

FONCIÈRE EURIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 21 MAI 2015